Bulletin Intérieur

DU PARTI SOCIALISTE

NOVEMBRE 1969

N° 4

SOMMAIRE

A_ LES ORGANISMES CENTRAUX :

1°- LE COMITE DIRECTEUR
2°- LE BUREAU
3°- COMMUNIQUES DU PARTI
4°- LES REUNIONS d'Alain SAVARY ...
5°- ... et SES DECLARATIONS.

B_ LA VIE DU PARTI

C_ COMMISSION CENTRALE DU PLAN D'ACTION SOCIALISTE.

D_ LES GROUPES DE TRAVAIL

E_ L'INTERNATIONALE

F_ ACTIVITES DU SECRETARIAT AUX RELATIONS EXTERIEURES.

xx

12, Cité Malesherbes - PARIS (9e

Collection Jean-Jaurès

A B O N N E M E N T P A R A N ,

au "BULLETIN INTERIEUR"

et à " LA DOCUMENTATION SOCIALISTE "

- 10 FRANCS -

Robert FOUQUART :

C. C. P. PARIS

55 . 7017

Le Directeur de la
Publication: Jacques ENOCK

Le Gérant: Robert FOUQUART

Coll. Fondation Jean-Jaurès

A_ LES ORGANISMES CENTRAUX

1° Le Comité Directeur

REUNION DU 8 NOVEMBRE 1969

Président: M.DREYFUS-SCHMIDT

1.- STRUCTURES SPECIALISEES - (Rapporteur: N.JOSEPHE)

1.1- Le Comité Directeur autorise la discussion de contrats d'association (Art.27 des Statuts) avec le C.E.D.E.P., les CERCLES JEAN JAURES, le Club LOUISE MICHEL, la GAUCHE EUROPEENNE et l'O.U.R.S.

1.2- Le Parti se prononcera, par la suite, et après études très approfondies, sur les organismes spécialisés (Art.25 des Statuts)

2.- DIALOGUE AVEC LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS - (Rapporteur: C.FUZIER)

Le COMITE DIRECTEUR approuve le projet suivant:

2.1- Réunion des délégations restreintes pour déterminer la méthode, l'ordre du jour (1.Société Socialiste - 2.Voies de passage - 3.Lutte contre le régime capitaliste) et la publicité du dialogue.
(adopté à l'unanimité moins 2 voix: A.NOTEBART et R.DEBESSON)

2.2- Dialogue continu des délégations au sommet qui s'entourent, au moment voulu, de spécialistes du sujet abordé.
(adopté à l'unanimité moins 2 voix: A.NOTEBART et R.DEBESSON)

2.3- Composition de la délégation restreinte: . . .

(adopté par 32 voix pour - 6 voix contre et 11 abstentions)

3.- RENCONTRES SOCIALISTES - (Rapporteur J. ENOCK)

Le COMITE DIRECTEUR approuve le projet.

3.1- Les membres du Comité Directeur seront chargés d'enquêter dans la région dont ils relèvent sur la possibilité d'organiser des "Rencontres socialistes régionales".

Collection Jean Jaurès

3.2- Ils rapporteront au Comité Directeur du 10 JANVIER, qui, selon les régions:

- décidera l'organisation de rencontres avec des éléments syndicalistes, de Mouvements de jeunesse, de la C.I.R. et du P.S.U.;

- décidera l'organisation de rencontres avec les seuls éléments syndicalistes et de Mouvements de jeunesse;

- constatera l'impossibilité de toute rencontre.

3.3- Ces "Rencontres régionales" se dérouleraient du 15 janvier au 15 avril. Une "Rencontre Nationale"serait alors envisagée pour le 15 juin.
(adopté par 39 voix pour - 4 voix contre et 6 abstentions).

4.- O R G A N I S A T I O N -

4.1- Etat des Fédérations - (Rapporteur E.CAZELLES)

Le 21 décembre se tiendra une Réunion Nationale d'Information des Secrétaires et Trésoriers de Fédération, du Groupe Parlementaire et du Comité Directeur.

4.2- S o n d a g e -

Il sera procédé à un sondage auprès des militants afin de connaître leurs moyens d'information.

4.3- Fédération Nationale des Elus Municipaux et Cantonaux -

4.3-1 Le Comité Directeur rappelle que les Elus socialistes locaux doivent adhérer à la Fédération Nationale des Elus Municipaux et Cantonaux (Art.57 des Statuts).

4.3-2 Le Comité Directeur demande à Maurice PIC de lui présenter un rapport sur la Fédération Nationale des Elus Municipaux et Cantonaux, à sa réunion du 10 janvier.

4.4- D i s c i p l i n e -

Le Comité Directeur rappelle que la discipline du Parti ne tolère pas que des groupes, internes au Parti, ou des militants du Parti, prennent des positions contradictoires avec ses propres décisions.

xxx

Coll. Fondation Jean-Jaurès

2° Le Bureau

/ REUNION DU 15 OCTOBRE 1969 /

I.-RENCONTRES AVEC LES AUTRES ORGANISATIONS

1°)Le Secrétariat du Parti rappelera au P.S.U. que les rencontres socialistes qu'il a proposées peuvent revêtir deux aspects :

a) discussion des problèmes généraux du socialisme;

b) examen conjoncturel.

2°) Il rappelera à la C.I.R. que la lettre du Premier Secrétaire datée du 10 septembre comportait une proposition précise de rendez-vous pour procéder à un échange de vues sur l'organisation des rencontres socialistes.

3°) Le Bureau du Parti, en application des décisions du Congrès, décide:

- de rencontrer les Confédérations syndicales en commençant par la F.E.N. et F.O., puis la C.F.D.T., la C.G.T., la C.G.C. et l'U.C.T.;

- de demander à Kléber LOUSTAU un rapport sur la situation des Coopératives et Syndicats agricoles;

- en ce qui concerne le syndicalisme étudiant, d'attendre la tenue de l'Assemblée générale des E.S. à LILLE.

II.- RENCONTRE AVEC LE P.C.F.

Un texte présenté par Arthur NOTEBART n'a pas été pris en considération par le Bureau.

(2 voix pour- 1 abstention)

III.- VIE DU PARTI

1°) Le Bureau réaffirme la volonté du Parti de ne pas permettre que se maintiennent ou se constituent à l'intérieur ou en dehors de notre organisation, des organismes dirigés par des membres du Parti, dont l'activité serait contraire à celle du Parti. Le Premier Secrétaire fera les mises en garde indispensables.

2°) Les Structures spécialisées

Après un rapport préliminaire de Noël JOSEPHE, le Bureau décide de mettre la question des Structures spécialisées et celle des Clubs associés à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de manière à ce que le Comité Directeur en soit saisi dans les meilleurs délais.

3°) Le Bureau offrira un "pot" à Victor PROVO à l'occasion de la cessation de ses fonctions. Le Personnel du Secrétariat sera invité à y participer.

4°) Le Bureau décide de soumettre au Comité Directeur la proposition du Premier Secrétaire:

- le "Bulletin Intérieur" du Parti paraitra régulièrement la dernière semaine de chaque mois sous la responsabilité de Jacques ENOCK par délégation du Premier Secrétaire;

- la "Documentation Socialiste" paraitra régulièrement les 1er et 15 de chaque mois, sous la responsabilité de Claude FUZIER, par délégation du Premier Secrétaire;

- la parution de ces 2 bulletins sera suspendue pendant le mois d'août.

xx

fondation Jean Jaurès

/ REUNION DU 22 OCTOBRE 1969 /

I.- RAPPORTS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS -

1°- Le Bureau souhaite qu'il revienne au Premier Secrétaire de publier le communiqué qui suivra son déjeuner-débat au Club des JACOBINS.

2°- Le Secrétaire répondra au Club SAUVEGARDE et PROGRES de la GAUCHE que le Parti Socialiste estime, parce qu'il a une volonté unitaire, que l'unité sera plus facilement réalisée par des discussions nationales que par de multiples rencontres départementales.

3°- Le Bureau examinera, dans sa réunion du 19 octobre, les propositions de la Commission spéciale et temporaire constituée pour proposer le contenu du débat avec le P.C.F.

II.- ORGANISATION INTERNE

1°- Le Bureau charge Ernest CAZELLES de l'informer de la situation à la périphérie parisienne et dans le département des Yvelines en particulier.

2°- Le Bureau se saisira, dans sa réunion du 29 octobre de l'examen de la situation des fédérations.

III.- ELECTIONS CANTONALES

Le Bureau proposera au Comité Directeur du 8 novembre que le Parti présente aux prochaines élections cantonales un candidat dans chaque canton.

xx

/ REUNION DU 29 OCTOBRE 1969 /

I.-ORDRE DU JOUR DU C.D DU 8 NOVEMBRE 1969

11.- Les organismes et groupements spécialisés.
Rapporteur: N.JOSEPHE

12.- Les Rapports avec les autres formations politiques.

12.1- Le débat avec le P.C.F.
Rapporteur: C.FUZIER

12.2- Les rencontres socialistes
Rapporteur: J.ENOCK

13.- La situation politique
Rapporteur: Alain SAVARY

14.- La situation dans les fédérations:
Rapporteur: E.CAZELLES

15.- Questions diverses.

2.- PROBLEMES INTERNATIONAUX

2.1- Allemagne: Le Bureau demande à Robert VERDIER de préparer un rapport sur le problème de la R.D.A.

xx

/ REUNION DU 8 NOVEMBRE 1969 /

1.- Le BUREAU propose au COMITE DIRECTEUR :

11.- Le projet du Secrétariat relatif aux "Rencontres socialistes".

11.1- Des membres du C.D. seront chargés d'enquêter dans la région dont ils relèvent sur la possibilité d'organiser des "rencontres socialistes régionales".

11.2- Ils rapporteront au Comité Directeur du 10 janvier 1970.

Coll. Fondation Jean Jaurès

12.- Le projet du Secrétariat relatif au dialogue avec le Parti communiste est adopté à l'unanimité moins 1 voix: A.NOTEBART

12.1- Dialogue continu des délégations au sommet et discussion par groupes de travail sur les points de désaccord.

(adopté à l'unanimité moins 1voix: A.NOTEBART)

12.2- La composition de la délégation restreinte est adoptée à l'unanimité moins 2 voix: A.NOTEBART - E.LOO

13.- ° d'informer les élus socialistes locaux qu'ils doivent appartenir à la Fédération Nationale des Elus Municipaux et cantonaux;

° de demander à Maurice PIC de présenter au C.D. du 10 janvier un rapport sur la fédération Nationale.

14.- de procéder à un sondage auprès des militants afin de connaître leurs moyens d'information.

15.- d'autoriser la discussion de contrats d'association (Art.27 des statuts) avec le C.E.D.E.P. les Cercles JEAN JAURES, le CLUB LOUISE MICHEL, la GAUCHE EUROPEENNE, et l'O.U.R.S. (adopté à l'unanimité)

16.- de rappeler que la discipline du Parti ne tolère pas que des groupes, internes au Parti, prennent des positions contradictoires avec ses propres décisions.

2.- Le Parti recontrera la F.E.N. le 14 novembre, F.O. le 17 au matin la C.F.D.T. le 17 au soir.

Il rencontrera ensuite la C.G.T. la C.G.C. et l'U.C.T.

xx

REUNION DU 12 NOVEMBRE 1969

1.- VIETNAM

11. Le Parti ne participera pas aux manifestations organisées le 15 novembre par le "Mouvement de la Paix". Une circulaire sera adressée à cet effet aux Secrétaires fédéraux.

12. Un communiqué sera publié le 13 novembre au nom du Parti.

13. Le C.D. du 8 décembre débattra de l'attitude du Parti à l'égard du VIETNAM.

2.- ETUDIANTS SOCIALISTES

21. Au nom du BUREAU, N.JOSPHE remerciera René DEBESSON pour la bonne organisation de la "Rencontre Nationale" des E.S.

22. Le BUREAU publiera un communiqué sur la création des E.S.

23. Le BUREAU donne mandat au Secrétariat de recevoir le Bureau National de Coordination des Etudiants Socialistes.

24. Une circulaire sera adressée aux Secrétaires des Fédérations des départements comprenant des villes Universitaires non représentées à la "Rencontre Nationale" de Lille.

3.- Un communiqué préparé par le groupe sectoriel "Affaires Sociales" sera publié au nom du Parti.

3° communiqués du parti

/COMMUNIQUE DU SECRETARIAT DU PARTI SOCIALISTE - 14 novembre 1969

Dans le cadre du mandat fixé par le Congrès constitutif d'ISSY-les-MOULINEAUX, une délégation du Parti Socialiste a rencontré le vendredi 14 novembre une délégation de la Fédération de l'Education Nationale au siège de la F.E.N. Les délégations ont procédé à une confrontation des points de vues de leurs organisations respectives sur les problèmes qui se posent aujourd'hui au mouvement syndical et au mouvement politique.

/RENCONTRE DE LA DELEGATION DU PARTI SOCIALISTE ET DE LA DELEGATION C.F.D.T. - 17 novembre 1969

"Les responsables de chacune des organisations ont "examiné les modalités de leurs futurs contacts. Ils ont "évoqué les problèmes économiques et sociaux, plus parti- "culièrement ceux qui seront prochainement discutés au "Parlement. Les deux délégations ont également procédé "à un échange de vues sur la situation sociale et l'action "revendicative des travailleurs".

***

Collection Jean Jaurès

/DECLARATION d'Alain SAVARY sur la GREVE DU C.E.A - 14 novembre 1969

Présentée comme une banale mesure de réorganisation destinée à améliorer la compétitivité du Commissariat à l'Energie Atomique, la décision prise par l'Administration Générale du C.E.A. "d'étudier la mise en oeuvre d'un plan de diminution des effectifs qui correspondrait pour l'ensemble du C.E.A. à une réduction d'environ 2.600 emplois à la fin de 1971" et "d'envisager la fermeture d'une des usines de raffinage" d'uranium, n'est que l'aboutissement logique de trois ans d'indécision, d'incohérence et de déplanification, dans le domaine de l'électronucléaire.

Le Parti socialiste s'est déjà exprimé sur ce point dans son communiqué du 31 octobre et par la voix de ses représentants au Parlement, il a souligné les dangers qui en résultent pour le pays.

Il réaffirme que:

- seule une politique globale dans le domaine de l'électronucléaire et de l'électromécanique peut permettre le développement d'une industrie nationale capable de soutenir la concurrence étrangère et de représenter la France sur les marchés extérieurs, faute de voir, dans les mois qui viennent, des compagnies étrangères prendre le contrôle de secteurs -clés de notre économie.

- En tout état de cause, le potentiel scientifique, technique et humain du C.E.A. ne doit pas dépendre des difficultés de telle ou telle filière.

- Les travailleurs du C.E.A. ne doivent pas faire les frais des choix néfastes et contradictoires du Pouvoir.

xxx

/ UN COMMUNIQUE DU SECRETARIAT DU PARTI SOCIALISTE -25 octobre 1969

A la veille du débat sur le budget des Affaires culturelles, le Parti socialiste insiste sur la nécessité absolue d'accomplir en faveur de l'action culturelle un effort exceptionnel sans lequel le développement culturel de notre pays resterait le privilège d'une minorité et serait détourné à des fins commerciales au détriment de l'intérêt général.

Constatant le niveau insuffisant de l'effort de l'Etat en ce domaine (0,42% du budget en 1969) regrettant qu'à l'encontre des voeux exprimés par M.Giscard d'Estaing, alors qu'il était rapporteur du budget 1969, le gouvernement ait pris l'initiative de réduire les crédits des centres dramatiques, de l'Opéra, des Maisons de jeunes et de la culture et fasse pression sur les Municipalités pour qu'elles réduisent leurs budgets culturels, le Parti socialiste s'associe à toutes les Associations culturelles qui militent pour qu'un minimum de 1% des crédits budgétaires soit alloué au développement culturel de notre pays.

Le Parti socialiste est, ce faisant, conscient du caractère fort modeste de cette revendication, qui n'en devrait être que plus rapidement satisfaite.

xxx

4° Les réunions d'Alain SAVARY.....

6 NOVEMBRE 1969	- Conférence devant les élèves de l'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE à PARIS.
7 NOVEMBRE 1969	- REUNION PUBLIQUE à AVIGNON.
9 NOVEMBRE 1969	- INAUGURATION du nouveau siège du PARTI SOCIALISTE à BORDEAUX. - CONFERENCE DE PRESSE à CENON Inauguration d'une Stèle en hommage à René CASSAGNE. - Assemblée Générale des militants socialistes.
15 NOVEMBRE 1969	- Assemblée Générale des militants socialistes à TULLE. - CONFERENCE DE PRESSE à BRIVE.
16 NOVEMBRE 1969	- CONGRES FEDERAL administratif du Tarn à CARMAUX.
17 NOVEMBRE 1969	- Assemblée Générale des militants socialistes à CHAVILLE (Hauts-de-Seine)
21 NOVEMBRE 1969	- Réunion à la SALLE DES FETES MUNICIPALE d'EPINAY (Seine-Saint-Denis).
22 NOVEMBRE 1969	- Réunion des militants et sympathisants à AGEN.
23 NOVEMBRE 1969	- CONGRES FEDERAL administratif du Gers à AUCH.
28 NOVEMBRE 1969	- Réunion des militants et sympathisants à STRASBOURG.
29 NOVEMBRE 1969	- Présidera la Fête de l'Amitié PALAIS DE LA MUTUALITE - PARIS

5°..... et ses déclarations

Coll. Fondation Jean Jaurès

DECLARATION d'Alain SAVARY

A AVIGNON, le 7 NOVEMBRE 1969

Les résolutions d'ISSY-les-MOULINEAUX, qui constituent la charte de notre action, nous ont donné mission de réaliser l'union de la gauche: union étroite avec les socialistes non encore membres du Parti, alliance avec les démocrates sincèrement opposés au pouvoir conservateur actuel, entente enfin avec nos camarades communistes.

Nous sommes donc prêts à ouvrir avec tous le dialogue sérieux et sans complaisance qui peut nous conduire à l'union.

Mais nous estimons que nous avons le devoir absolu d'éviter les accords qui ne sont que des faux semblants et qui ne sont fondés que sur des réflexes sentimentaux ou sur des compromis sans principe.

De tels accords n'illusionnent pas longtemps l'opinion et se heurtent au scepticisme du bon sens populaire. Ils peuvent rassembler des militants, ils sont sans attrait sur ceux qui pourraient devenir des militants.

L'union de la gauche doit être en fin de compte assortie d'un accord sur un programme de gouvernement. Mais cet accord n'aura lui-même de force politique que s'il s'appuie sur des bases plus profondes.

Le socialisme ne peut se définir uniquement par l'énoncé d'une doctrine dont on n'apercevrait pas les implications dans la politique du Parti ou dont les travailleurs ne verraient pas les conséquences concrètes. Le socialisme doit proposer un programme à moyen terme fondé sur une claire appréciation de la conjoncture économique et sociale et sur une vision précise des transformations de tous ordres que le socialisme peut et doit apporter.

C'est pourquoi nous n'estimons pas faire oeuvre académique en proposant aux autres formations de la gauche un débat sur les thèmes essentiels de la société socialiste. Le peuple ne se ralliera aux socialistes que lorsque ceux-ci s'accorderont pour proposer une nouvelle voie, compatible avec les données évidentes du monde moderne et conforme aux aspirations traditionnelles du socialisme.

Le débat que nous offrons aux autres formations de la gauche, et particulièrement à nos camarades communistes, doit donc conduire à bien autre chose qu'à un programme de revendications, même légitimes, ou à une exégèse comparée des diverses conceptions que nous pouvons avoir du socialisme. Il doit conduire à une vision commune des transformations que la société française doit subir dans les dix années qui viennent. Seule une telle entente qui portera sur le sens même de l'action de la gauche sera de nature à mobiliser en notre faveur la majorité de l'opinion publique et à mettre fin à la domination d'un pouvoir conservateur et médiocre dont le maintien en place ne procède que de l'absence d'une alternative socialiste, claire et convaincante.

xxx

DECLARATION d'ALAIN SAVARY
A BRIVE, le 15 NOVEMBRE 1969

Le Parti socialiste n'est pas le parti d'un homme, mais le parti des militants. C'est une grande organisation qui est et restera démocratique, à la fois dans son fonctionnement intérieur, et dans le fait que les socialistes ne recherchent la légitimité que dans le suffrage universel. Les questions de personne qu'on évoque souvent comme un obstacle à l'unité de tous les socialistes, perdront toute nocivité lorsqu'elles seront tranchées par l'arbitrage et le jugement démocratique au sein de l'organisation unique.

xxx

APRES LES ARRESTATIONS A PARIS
UNE DECLARATION d'Alain SAVARY

Alors que le gouvernement américain directement engagé dans la guerre du Vietnam, directement concerné par sa prolongation, laisse se dérouler jusqu'aux portes de la Maison Blanche des manifestations en faveur de la paix, le gouvernement français agit comme s'il était mis en cause.

Non seulement il interdit une manifestation publique, mais encore il procède à d'intolérables arrestations préventives et des détentions arbitraires. Il procède à un véritable quadrillage policier des rues parisiennes.

De toute évidence, les manifestations prévues ont été utilisées par le gouvernement comme un prétexte à une démonstration de force et d'intimidation.

xxx

Fondation Jean Jaurès

ALAIN SAVARY A LA CEREMONIE DE LA MORT DE PAUL RAMADIER, le 19 OCTOBRE 1969 A DECAZEVILLE.

Je n'ai jamais rencontré Paul RAMADIER où que ce soit, quelles que fussent ses fonctions et les lourdes tâches qu'elles comportaient pour lui, sans qu'il n'évoque les problèmes de DECAZEVILLE, tant il y était attaché et tant il s'en préoccupait. Entre lui et sa ville c'était un échange incessant.

Soucieux de bonne gestion, il a marqué de son sceau certaines grandes nationalisations que le sens de l'efficacité économique veut qu'elles doivent aller de pair avec l'organisation de l'économie pour et par la collectivité. Comment ne pas le rappeler à l'heure où le patrimoine de la nation est exposé aux offensives de la dénationalisation.

Aujourd'hui, la tutelle de l'Etat est encore resserrée par un gouvernement qui veut faire supporter aux communes les charges des erreurs qu'il a accumulées au long des années. Et il en sera ainsi tant qu'une réforme profonde des structures de notre vie régionale et locale n'aura pas doté la démocratie décentralisée des pouvoirs et de l'autonomie qui lui manquent actuellement.

Le Parti socialiste considère que le renouveau des pouvoirs locaux passe par une triple réforme des structures concernant les communes, les régions et les finances locales et régionales.

Une nouvelle distribution des attributions et des responsabilités doit être opérée, qui permette en particulier un allègement significatif des tâches de l'Etat et un renforcement corrélatif des moyens matériels dont disposent les collectivités démocratiquement gérées.

Cela suppose beaucoup de lucidité, de courage et d'abnégation de la part des élus locaux et le soutien actif des populations qu'ils représentent, mais c'est le prix de la renaissance de leur commune et de la dignité de leur fonction. A ce prix, et par ce combat, seront affermies la démocratie et la République à laquelle Paul RAMADIER a consacré les efforts de toute sa vie.

xxx

DECLARATION d'ALAIN SAVARY

A EVREUX, LE 24 OCTOBRE 1969

En ce qui concerne la Gauche, notre position est sans ambiguité. Nous voulons l'unité des socialistes, de tous les socialistes, nous voulons l'union de la gauche, de toute la gauche. Et nous le voulons par des actions simultanées, parce que nous refusons de faire de l'un de ces objectifs, l'unité des socialistes et l'union de la gauche, un préalable de l'autre.

Un grand pas a été fait vers l'unité des socialistes avec la constitution de notre parti, qui est la principale force socialiste française. Mais il reste encore à faire, pour regrouper dans la même organisation tous ceux qui se reconnaissent dans le socialisme. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'il en soit ainsi, en souhaitant que ne nous soient pas créés, pour des raisons secondaires, des obstacles peu dignes de l'importance de l'entreprise. Car nous sommes convaincus de la nécessité d'une grande force socialiste dans l'intérêt de notre pays. Nous sommes convaincus du fait que le développement d'une telle force est un élément capital de l'union de toute la gauche, non point essentiellement pour la recherche d'un équilibre avec le parti communiste, mais pour le poids sociologique qu'elle représenterait objectivement dans l'élaboration d'un programme de gauche réaliste et concret.

Le pouvoir actuel se débat dans les difficultés d'une situation qu'il a contribué à faire naître et qu'il est incapable de dominer. Il existe plus peut-être par le sentiment que les français ont d'une certaine impuissance de l'opposition que par ses propres mérites. Mais des coups peuvent lui être portés, comme le montre le ballotage dont M. COUVE DE MURVILLE a été la victime. C'est pourquoi nous invitons à voter au second tour pour Michel ROCARD, et nous souhaitons son succés, comme nous ferions pour n'importe quel autre candidat de gauche le mieux placé. Et nous le faisons sans tenir compte des rancoeurs du passé ou des incompréhensions du présent.

La gauche a sans doute une difficile pente à remonter. Le parti radical, qui a loyalement travaillé en son sein au cours des années précédentes parce qu'il était et qu'il reste l'allié naturel des socialistes, se cherche et nous sommes attentifs devant son effort Mais prenons garde de ne pas affaiblir encore les chances d'une opposition réelle en se laissant aller à des illusions. Existe-t-il en effet une autre voie que celle de l'union de la gauche pour non seulement l'emporter sur la réaction, mais encore assurer les transformations fondamentales indispensables à l'avenir français?

***

Vous trouverez, page 16, deux autres déclarations faites par Alain SAVARY au cours de ses voyages.

B. LA VIE DU PARTI

SITUATION DANS LES FEDERATIONS

Le Comité Directeur, étudiant l'évolution du Parti dans l'ensemble des départements, a constaté que les Congrès Fédéraux départementaux se déroulaient conformément à la circulaire N° 3.

L'ensemble des Fédérations auront tenu leur Congrès avant la date du 15 décembre, ce qui permettra une prise de contact avec les responsables fédéraux et les trésoriers fédéraux, pour la Journée d'Information du 21 DECEMBRE.

Depuis la reprise d'activité politique du début octobre, l'effectif du Parti est en progression par rapport à celui qui avait été contrôlé très sérieusement, fédération par fédération, au Congrès d'ISSY-les-MOULINEAUX.

Sur l'ensemble des 95 fédérations, il reste encore quelques difficultés à aplanir dans trois ou quatre fédérations. Ces difficultés sont en voie de résorption et seront surmontées d'ici le dimanche 21 DECEMBRE.

Un effort est à faire par les Secrétaires de sections et les trésoriers de sections, pour intensifier le recrutement, d'ici la fin de l'année.

xx

LE DIMANCHE 21 DECEMBRE 1969

à partir de 9H.30

aura lieu à SURESNES (Hauts-de-Seine)

SALLE DES FETES (à proximité de la Mairie)

LA CONFERENCE NATIONALE

DES SECRETAIRES ET TRESORIERS FEDERAUX

à laquelle participeront

les Membres du COMITE DIRECTEUR

ainsi que les PARLEMENTAIRES.

Col. Fondation Jean Jaurès

/ CONGRES ADMINISTRATIFS FEDERAUX

Nous avons, dans le "BULLETIN INTERIEUR" N° 3, publié une première liste des CONGRES ADMINISTRATIFS FEDERAUX qui doivent se tenir avant le 15 décembre.

Voici une seconde liste :

12 NOVEMBRE	CORSE
23 NOVEMBRE	EURE & LOIR
23 NOVEMBRE	SAVOIE
23 NOVEMBRE	ILLE & VILAINE
28 NOVEMBRE	BAS RHIN
29 NOVEMBRE	INDRE & LOIRE
30 NOVEMBRE	ISERE
30 NOVEMBRE	VAUCLUSE
30 NOVEMBRE	VOSGES
30 NOVEMBRE	LOIRE ATLANTIQUE
6 DECEMBRE	VAL-de-MARNE
6 DECEMBRE	MAYENNE
7 DECEMBRE	VENDEE
7 DECEMBRE	HAUTE SAONE
7 DECEMBRE	FINISTERE
7 DECEMBRE	SAONE & LOIRE
7 DECEMBRE	AVEYRON
14 DECEMBRE	DROME
14 DECEMBRE	SOMME
14 DECEMBRE	GARD
14 DECEMBRE	HAUTS-de-SEINE
14 DECEMBRE	ALPES MARITIMES

xxx

Coll. Fondation Jean Jaurès

RAPPEL DES CIRCULAIRES ADRESSEES AUX SECRETAIRES FEDERAUX -

- CIRCULAIRE N° 11 en date du 28 octobre 1969, émanant du Groupe de de travail chargé d'étudier les problèmes culturels.

Jacques FLEURY, responsable de ce Groupe de Travail, demande à tous les camarades du Parti, intéressés par ce problème, de bien vouloir se faire connaître en lui écrivant 12, cité Malesherbes Paris (9ème).

- CIRCULAIRE N° 13 du 4 novembre 1969 concernant la présence éventuelle des Elus du Parti à des manifestations officielles.

Le BUREAU du Parti, qui avait été saisi de ce problème par le Groupe Parlementaire à l'Assemblée Nationale, a pris la décision suivante:

" Le Bureau du Parti considère que les Elus peuvent participer à toute réunion ou séance de travail, ainsi qu'aux manifestations officielles auxquelles participent des membres du Gouvernement ou leurs représentants.

" Le Bureau du Parti considère que cette participation doit être strictement limitée et ne doit pas s'étendre aux réceptions de caractère mondain. Il invite les Fédérations à observer une grande réserve et une prudence extrême quant au caractère de ces réunions, manifestations ou invitations personnelles".

- CIRCULAIRE N° 15 du 6 novembre 1969 concernant les rapports que notre Parti doit avoir avec les autres formations politiques et notamment avec le P.C., le P.S.U. et la C.I.R.

A ce sujet Ernest CAZELLES rappelle que:

"Les sections seront informées que dans l'état actuel des choses, il ne convient pas d'engager à la base le dialogue avec les formations politiques extérieures au Parti.

"Seuls les échanges d'informations, à partir de contextes locaux sur les questions sociales pourront être acceptés par les sections et par les Fédérations."

Il est donc indispensable qu'une stricte discipline soit appliquée par tous, au niveau local et fédéral.

- CIRCULAIRE N° 17 du 14 novembre 1969 -

I.- Rappel de l'article 57 des Statuts Nationaux:

"Les Conseillers Municipaux, Maires et Conseillers cantonaux socialistes doivent adhérer à la Fédération Nationale des "ELUS MUNICIPAUX ET CANTONAUX socialistes".

../

La Fédération des ELUS MUNICIPAUX ET CANTONAUX SOCIALISTES, dont le siège est 50, rue de Rivoli à PARIS, a décidé, à la demande du COMITE DIRECTEUR, d'intensifier son action.

Notre camarade Maurice PIC, Député-Maire de MONTELIMAR, désigné par le Comité Directeur comme responsable, ne pourra remplir sa tâche que si les camarades du Parti élus à des fonctions municipales et cantonales l'aident dans son action et adhèrent tous à la Fédération.

Le Comité Directeur rappelle donc que tout élu socialiste doit participer aux travaux de sa propre organisation plutôt que d'aller apporter son concours à la "Fédération Nationale des Elus Républicains, municipaux et cantonaux" d'obédience communiste.

II.- "MOUVEMENT DE LA PAIX"-

Le BUREAU du Parti, invité par le "Mouvement de la Paix" pour l'organisation d'assises départementales et nationales en faveur de la paix au Vietnam, recommande aux Secrétaires Fédéraux d'inviter les militants du Parti Socialiste à ne pas participer à ces journées.

Le Parti entend, en ce domaine, mener une action propre, ainsi plus efficace et conforme à l'intérêt de la Paix.

Voir par ailleurs, le communiqué publié à ce sujet.

Ernest CAZELLES

xxx

/ UN EXTRAIT DE L'EXPOSE d'ALAIN SAVARY à TULLE, le 15 NOVEMBRE 1969
"Le Populaire du Centre" 17 novembre 69.

"... Nous tenons compte, quant à nous, par priorité des hommes, et pour répondre à l'anxiété légitime qu'ils ressentent, ce n'est pas par des réponses parcellaires qu'on doit le faire, le socialisme n'est pas triste, il est là pour affranchir l'individu de toutes les servitudes. Notre ambition est de faire l'unité de tous les socialistes".

xxx

/ UN EXTRAIT DE L'EXPOSE D'ALAIN SAVARY à AGEN, le 22 NOVEMBRE 1969

"... L'inquiétude et le mécontentement qui s'expriment dans les milieux agricoles sont explicables et légitimes. Ils sont la conséquence de l'incertitude quant à la politique que le gouvernement entend suivre.

Par exemple, le rapport VEDEL est répandu dans le public, comme une source d'inspiration des décisions gouvernementales, puis répudié trop tardivement. Ainsi l'encadrement du crédit se traduit par des mesures radicales et néfastes qui sont ensuite adoptées pour réparer les dommages qu'elles risquaient d'engendrer.

xxx

C. COMMISSION CENTRALE DU PLAN D'ACTION SOCIALISTE

1.- PLAN D'ACTION SOCIALISTE

En exécution du calendrier prévu pour l'élaboration du Plan d'Action Socialiste, le Parti a diffusé un numéro spécial de la "DOCUMENTATION SOCIALISTE", consacré à l'énumération des thèmes de réflexion et des questions auxquelles le Parti doit répondre pour définir collectivement sa stratégie politique.

Il est attendu des Sections et des militants leur contribution. Celle-ci peut tout aussi bien couvrir l'ensemble des problèmes évoqués ou être consacrée à tel ou tel sujet ayant plus particulièrement retenu l'attention du ou des Camarades.

Déjà, l'annonce du calendrier d'élaboration du Plan d'Action Socialiste nous a valu un abondant courrier dont les éléments ont été communiqués aux animateurs des Groupes de travail. Les dispositions sont prises pour acceuillir et ventiler les contributions attendues. Celles qui seront parvenues à la

> Commission du Plan d'Action Socialiste
> Parti Socialiste
> 12, Cité Malesherbes - PARIS 9°

avant le 15 décembre, seront intégrées dans les rapports diffusés dans le Parti avant la journée d'Information prévue à la fin de janvier.

Les travaux des Sections et des militants qui nous parviendrons entre le 15 décembre et le 15 janvier, feront l'objet d'un compte-rendu qu'on trouvera sur les tables de la journée d'Information.

Rappelons qu'il est de la plus haute importance que l'élaboration du Plan d'Action soit l'oeuvre du plus grand nombre de militants, à la fois parce que c'est une condition essentielle de sa valeur et parce qu'il nous faut démontrer notre aptitude à définir ensemble le contenu, les instruments et les conditions de notre combat pour le Socialisme.

2.- LE PROGRAMME IMMEDIAT

En exécution des décisions du Congrès d'ISSY-les-MOULINEAUX, le prochain Comité Directeur sera saisi d'un Programme immédiat qui définira la politique du Parti.

Denis CEPEDE

Collection Léon Blum

D. Les groupes de travail

/ SECTEUR PROMOTION FEMININE /: Responsable Janette BRUTELLE-DUBA

/ SOUS-SECTEUR D'ACTIVITE: "SANTE- ENFANCE HANDICAPEE"

par le Docteur d'HEUCQUEVILLE

Les trois sujets suivants ont paru prioritaires dans l'actualité en vue de répondre à tout évènement.

1°- PROMOTION DES INFIRMIERES et FEMINISATION DE LA MEDECINE

Devant la pénurie tragique d'infirmières (moins d'un tiers de l'effectif prescrit par le B.I.T.), après la semaine de 5 jours qui se généralise dans les hôpitaux depuis mai 1968, la solution d'avenir paraît la formation commune d'infirmières et de médecins égaux dans la vocation et le dévouement au malade. Il nous faut mettre au point, défendre et imposer un projet de réorganisation des études médicales, comportant 1er cycle commun de 2 ans consacré aux sciences biologiques fondamentales, la sémiologie ou description des symptômes des maladies. Ensuite se spécialiseront les"para-médicaux": sages-femmes, puéricultrices, infirmières, à ce jour 85% de femmes.

En autorisant ces para-médicaux, infirmières en particulier, à poursuivre leurs études de médecine, on leur ouvrira la médecine; on féminisera la médecine d'où les femmes, longtemps exclues, sont à l'honneur aujourd'hui (3 femmes à l'Académie de Médecine); bien que seulement 9% en effectif contre 75 % en U.R.S.S. par exemple. Or les femmes, seules capables du dévouement exigé de l'infirmière (5% d'infirmiers au maximum), ont des capacités très supérieures aux hommes en médecine.

2°- LUTTE AUX COTES DES ETUDIANTS EN MEDECINE contre le malthusianisme médical, à fins bassement commerciales, des mandarins de la médecine, bonzes et patrons, qui, par le biais de l'arrêté du 26 septembre 1969, veulent rétablir le bachotage, les notes arbitraires sur la seule mémoire, le népotisme, la sélection la plus sévère en éliminant 4 candidats sur 5. Alors que la France manque de médecins: 100 pour 100.000 habitants, contre 164 en Allemagne (où exercent en outre des diplômés d'Universités expérimentales), 210 en U.R.S. (où exercent en outre des "feldshers"),(alors qu'en France on a supprimé les auxiliaires dits "officiers de santé").

3°- PLEIN DEVELOPPEMENT DE LA MEDECINE PREVENTIVE, aujourd'hui boycottée par les Ordres des médecins.

-INSTITUTION DU DROIT A LA RECUPERATION pour tous les handicapés, actuellement renvoyés d'un ministère à l'autre, pour lesquels le Rapport BLOCH-LAINE d'octobre 68 paraît très insuffisant.

SECTEUR AFFAIRES CULTURELLES

Le groupe de travail "CULTURE" s'est réuni une première fois le 1er novembre.

Après l'examen rapide des différentes questions qui relèvent de sa compétence, le groupe a désigné des camarades qui présenteront des études sur des points particuliers: le théâtre, le cinéma, l'animation etc...

Un document proposant quelques grandes lignes de recherche pour la définition d'une politique culturelle socialiste est actuellement diffusé à la presse et aux associations de loisir et de culture, ainsi qu'aux fédérations départementales du Parti.

Celles-ci ont été invitées à désigner des correspondants locaux chargés de suivre les problèmes culturels, lesquels participeront à nos travaux par l'envoi de notes d'information ou relatives aux études entreprises soit à l'initiative du Groupe de travail, soit à l'initiative des Fédérations intéressées. Déjà, de nombreux camarades ont pris contact avec nous.

Jacques FLEURY

xx

LA COMMISSION AGRICOLE

La Commission s'est réunie le mardi 4 novembre 1969 à l'Assemblée Nationale. Elle comprenait des Parlementaires socialistes et apparentés ainsi que des camarades techniciens.

Kléber LOUSTAU a fait une étude détaillée du budget de l'Agriculture en insistant sur les graves répercussions que ce budget d'austérité aura pour la paysannerie. Il ne permettra pas d'engager des actions tendant à réaliser les adaptations qu'imposent au secteur agricole l'évolution économique et les impératifs européens. Les mesures d'encadrement des crédits et l'évolution des taux d'intérêt vont rendre impossible la modernisation de l'agriculture et aggraver sa situation.

De nombreux orateurs sont intervenus pour apporter des précisions dans le domaine agricole et il a été convenu qu'une autre réunion aurait lieu dans un mois pour étudier les problèmes d'actualité et dégager la doctrine socialiste en matière agricole.

Kléber LOUSTAU

Fondation Jean Jaurès

/GROUPE DE TRAVAIL "EDUCATION NATIONALE"

Il s'est réuni le vendredi 7 novembre et a étudié les problèmes de l'orientation dans l'Education Nationale, notamment au niveau de la classe de seconde et de l'entrée en Faculté. Louis THIEBLOT a présenté des suggestions en faveur de la création de "Collèges d'Enseignement Supérieur", permettant l'orientation entre le secondaire et le supérieur. Ces Collèges, dans son esprit, engloberaient la terminale du secondaire et la 1ère année du supérieur, (l'idée est la même que celle qu'a développé depuis le Professeur VEDEL dans un article du "Monde": "Pour un concorda universitaire").

Le groupe de travail a constaté:

1 - que le baccalauréat ne fournissait pas les bases d'une sélection valable sur capacités.

2 - que les précisions statistiques sont insuffisantes pour une sélection sur débouchés.

Dans ces conditions, une sélection utile à la fois aux étudiants et à la nation ne paraît pas praticable.

Une orientation digne de ce nom doit à la fois tenir compte et des débouchés et des capacités.

1 - Pour les capacités, on peut concevoir une orientation négative; les professeurs du second degré déconseilleraient telle ou telle orientation; l'étudiant pourrait faire appel de leur conclusion devant une commission d'Enseignement Supérieur qui l'entendrait et le testerait.

2 - La première année d'enseignement supérieur prendrait un caractère d'orientation par jumelages de disciplines: Sciences-médecine, par exemple, pourraient avoir une année commune. Cela suppose qu'on puisse associer géographie et géologie; histoire et économie politique sous la forme d'options.

3 - Une très large information radiotélévisée, autant qu'écrite, informerait les étudiants et leurs familles sur la nature des études, les exigences du métier, l'état prévisionnel des débouchés avec plusieurs hypothèses de naissance.

4 - S'il est possible de déterminer assez exactement le nombre de médecins ou d'enseignants, il serait beaucoup moins aisé de le faire dans d'autres secteurs d'activité. Philippe Bernard a donc proposé que, compte-tenu de l'impossibilité d'une précision exacte, soient décernés des diplômes de valeur, portant mention du niveau atteint. L'étudiant qui s'obstinerait dans une voie bouchée prendrait le risque d'obtenir éventuellement un diplôme de moindre valeur.

5 - Enfin, tous ont été d'accord pour juger nécessaire un développement prioritaire du technique et sa réintroduction dans le premier cycle du second degré: selon une formule de SAADA, chaque enfant "apprendrait à fréquenter la machine". Son orientation se ferait alors de façon plus judicieuse par différenciation successive (cette notion se retrouve d'ailleurs dans le projet de loi socialiste).

Toutes ces remarques, qui n'engagent présentement que leurs auteurs, seront examinées dans une prochaine réunion. Les camarades qui auraient objections ou suggestions à formuler pourraient le faire par courrier adressé au responsable : Roger QUILLIOT - 12, Cité Malesherbes - PARIS 9°

Roger QUILLIOT

***

LES ETUDIANTS SOCIALISTES S'ORGANISENT

La Rencontre Nationale des délégués des Etudiants socialistes qui s'est tenue à LILLE les 8 et 9 novembre, a rassemblé une bonne trentaine d'étudiants socialistes dans les superbes locaux du nouveau siège de la Fédération du Nord.

Les travaux très sérieux et très suivis par les délégués, ont porté sur les futurs statuts et sur l'orientation universitaire et syndicale de notre organisation d'Etudiants.

Le dimanche 9 novembre, en présence de René DEBESSON, Secrétaire de la Fédération du Nord -qui avait assuré aux Etudiants socialistes un accueil remarquable -, de Jacques ENOCK et de Denis CEPEDE, Secrétaires nationaux, j'ai pu apprécier, en tant que Président de la séance plénière, à la fois, la qualité intellectuelle de nos E.S., la fougue qui les anime et leur volonté de déboucher sur des décisions concrètes. Leurs connaissances des problèmes universitaires et leur volonté d'action leur ont permis d'aboutir, à la quasi-unanimité, à des positions réalistes et dynamiques.

En fin de séance, les délégués ont élu leur Organisme provisoire de coordination qui dirigera et animera l'organisation des E.S. jusqu'à l'Assemblée Générale du Printemps 1970.

Mardi 18 novembre, le BUREAU du Parti recevait officiellement les membres de cet Organisme de coordination et procédait avec lui, à un large examen des problèmes universitaires et de la stratégie à suivre par nos étudiants.

Alain SAVARY, Premier Secrétaire du Parti devait insister sur la volonté du Parti d'apporter son large soutien à ces Etudiants et sur la nécessité d'harmoniser leur action avec celle du Parti.

Il a, en outre, été décidé qu'une réunion commune du Bureau du Parti et des Responsables nationaux des E.S., se tiendrait tous les mois.

Ajoutons enfin que toutes les dispositions pratiques, Bureau et Secrétariat notamment, ont été arrêtées pour que les E.S. puissent, avec des moyens convenables, poursuivre et élargir leur action.

Cette première Rencontre Nationale et ces premières dispositions concrètes, doivent permettre, dans les prochaines semaines, non seulement un recensement complet des E.S. en France, mais encore un large recrutement et, souhaitons-le, la présence effective et efficace de notre Parti au sein de tous les Centres Universitaires, l'Assemblée Générale du Printemps prochain devant permettre à l'ensemble de nos Etudiants d'arrêter leurs Statuts, de fixer leur ligne d'action et d'élire leur Bureau National définitif.

En attendant cette Assemblée Nationale, l'organisme provisoire de coordination mis en place doit pouvoir diriger dans de bonnes conditions, et en liaison étroite avec le Parti, le combat socialiste dans le milieu Universitaire en proie à tant de problèmes et à tant de difficultés.

.../

ORGANISME PROVISOIRE

Premier Secrétaire:	Patrick DEBONO
Secrétaire à l'Organisation:	Bernard METTETAL
Secrétaire administratif:	Gilles PUDLOWSKI
Trésorier:	Jean-Patrice NOSMAS

Noël JOSEPHE

xxx

/ COMMUNIQUE DU BUREAU DU PARTI SOCIALISTE - 14 novembre 1969 -

Les 8 et 9 novembre derniers, une Rencontre Nationale des Etudiants Socialistes s'est tenue à LILLE.

Le BUREAU du Parti socialiste constate avec satisfaction que cette réunion s'est déroulée dans d'excellentes conditions et que ses travaux ont permis de dégager les grandes lignes de l'action à entreprendre dans l'immédiat dans les Centres Universitaires, en attendant l'Assemblée Générale des Etudiants socialistes prévue pour le printemps prochain.

Le Comité Provisoire de Coordination des E.S. mis en place à LILLE, a reçu pour mission de poursuivre le recrutement des étudiants socialistes et d'harmoniser leur action sur le plan national.

Le Parti Socialiste -qui mesure toute l'importance du rôle de ces étudiants- s'est réjoui du caractère très encourageant de la Rencontre Nationale de LILLE et mettra tout en oeuvre, en étroite collaboration avec les intéressés, pour que l'action des Etudiants socialistes au sein des Centres Universitaires s'affirme et s'épanouisse dans les meilleures conditions.

xxx

Fondation Jean-Jaurès

E. l'Internationale

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LE BUREAU DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE LORS DE SA DERNIERE REUNION - 10 septembre 1969

/PORTUGAL

Le Bureau de l'Internationale socialiste suit avec beaucoup d'intérêt les préparatifs des forces démocratiques au Portugal pour participer aux prochaines élections législatives, quoique ce soit dans les conditions les plus difficiles.

Il appelle le Premier Ministre portugais, Sanhor Marcello GAETANO, à assurer que les élections se tiennent sans l'intervention du gouvernement ou de la police politique (PIDE).

Dans l'intérêt de la démocratie, l'Internationale socialiste suivra de très près la campagne électorale et les élections mêmes.

Le Bureau de l'Internationale socialiste autorise le président et le secrétaire général à créer une commission de cinq représentants des partis membres ayant pour but d'observer la campagne électorale et les prochaines élections législatives au Portugal.

/ITALIE

Le Bureau ayant entendu les déclarations de Paolo VITTORELLI (Parti socialiste italien, PSI), et de Mauro FERRI (Parti socialiste unitaire, PSU), décide à l'unanimité d'admettre provisoirement le PSU comme membre de plein droit de l'Internationale socialiste, sa décision étant sous réserve d'approbation par le Conseil général et de ratification par le Congrès. Comme cela veut dire qu'il y aura désormais deux partis membres d'Italie, le Bureau décide que lors d'une mise aux voix la même méthode que celle pour les deux partis membres japonais sera appliquée, à savoir: si les partis sont d'accord, ils disposeront d'une voix pour les deux, mais si les partis sont en désaccord, ils n'auront pas de voix.

/FRANCE

Faisant suite à une déclaration de Robert VERDIER, secrétaire international du nouveau Parti socialiste français, le bureau décide à l'unanimité d'admettre provisoirement ce Parti comme membre de plein droit de l'Internationale socialiste, sa décision étant sous réserve d'approbation par le Conseil général et de ratification par Congrès.

/GRECE

Le Bureau est saisi d'une part d'une demande d'adhésion à l'internationale soumise par le Parti grec de l'Union du centre et, d'autre part, d'une demande de l'Union socialiste démocrate de Grèce visant à une révision de la décision du Bureau de reculer un vote sur la demande d'adhésion de l'Union socialiste démocrate. Le Bureau convient de ne pas envisager pour le moment la question de l'adhésion grecque à l'Internationale, mais il accepte une proposition relative à la création par le Bureau d'un comité intitulé "comité de l'Internationale socialiste pour la Grèce". Il décide que Bruno PITTERMANN en sera le président et qu'il se composera de représentants des partis membres du Bureau ainsi que des partis européens qui ne sont pas représentés au Bureau: il exprime l'espoir que les représentants désignés au comité pour la Grèce ne seront pas tous les mêmes que ceux qui participent aux réunions du Bureau.

Robert VERDIER

/COMMUNIQUE DU BUREAU DU PARTI - 29 octobre 1969

Un tribunal militaire espagnol a prononcé lundi dernier une condamnation à mort contre un jeune démocrate basque, Antonio ARRIZABALAGA. Cette condamnation fait suite à une violente répression qui a frappé depuis plusieurs mois le pays basque espagnol et qui a atteint toutes les couches de la population.

Réaffirmant sa solidarité à l'égard des démocrates espagnols luttant pour le rétablissement des libertés fondamentales, le Parti Socialiste élève la plus ferme protestation contre cette criminelle sentence et invite tous les amis de l'Espagne démocratique à intervenir auprès des autorités espagnoles afin qu'elle ne soit pas mise à exécution.

Le régime franquiste avait renoncé en 1968 à exécuter un autre démocrate basque, Inaki SARASKETA, à la suite de nombreuses interventions internationales. Il serait inimaginable qu'aujourd'hui il ignore délibérément l'opinion exprimée alors par les milieux les plus divers qui réclament que cesse enfin, trente ans après la fin de la guerre civile, une répression sanglante.

* * *

/COMMUNIQUE DU BUREAU DU PARTI - 12 novembre 1969

Depuis un an et demi les négociations engagées à PARIS sur le VIETNAM n'ont fait aucun progrès sérieux. Si les bombardements ont effectivement cessé dans le Nord-Vietnam, la guerre continue au Sud et prolonge les souffrances d'un peuple qui n'a pas connu la paix depuis plus de 20 ans.

Le gouvernement des Etats-Unis ne peut espérer une solution militaire. Il semblait l'avoir compris puisqu'il avait accepté d'ouvrir les négociations. Mais il n'en a pas tiré toutes les conséquences.

Le peuple américain est de plus en plus conscient de cette situation comme le prouve l'ampleur croissante des manifestations contre la poursuite de la guerre. Le Parti Socialiste exprime sa solidarité à tous ceux qui, aux Etats-Unis, participent à cette action.

Les socialistes se sont félicités de l'ouverture des négociations. Ils considèrent aujourd'hui que celles-ci doivent aboutir au plus tôt à un cessez-le-feu sans préalable.

Seul l'arrêt des hostilités permettra au peuple du Sud-Vietnam de décider de son sort par une consultation où toutes les organisations vietnamiennes auraient la possibilité de se faire entendre.

Le Parti Socialiste estime qu'après une guerre si longue et si cruelle, la reconstruction du VIETNAM devrait être facilitée par la neutralisation d'un vaste secteur du Sud-Est Asiatique et par une aide internationale.

* * *

F_ ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT AUX RELATIONS EXTÈRIEURES

Dans le cadre des contacts prévus par la résolution finale du Congrès Constitutif, le Secrétariat du Parti a demandé aux différentes organisations syndicales ouvrières de les rencontrer pour procéder avec elles à un échange de vues et pour les informer sur les conditions dans lesquelles le Parti préparait le Plan d'Action Socialiste.

Ces rencontres se situent dans le cadre de l'indépendance réciproque des parties en présence, du respect de leur autonomie et de leur liberté d'appréciation sur le comportement et les choix de chacune d'entre elles.

La délégation du Parti a été reçue au siège de la Fédération de l'Education Nationale le vendredi 14 novembre; au siège de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière le lundi 17 novembre; au siège de la Confédération Française Démocratique du Travail le lundi 17 novembre également.

Elle rencontrera le Bureau de la Confédération Générale du Travail le mardi 25 novembre.

o

o o

D'autre part les conversations préliminaires avec le Parti Communiste Français se sont poursuivies au niveau de délégations de trois membres. Elles ont permis l'exposé des points de vues réciproques sur la signification du dialogue proposé par le Congrès d'ISSY-les-MOULINEAUX et dont le principe a été accepté par le Parti Communiste.

Claude FUZIER

Coll. Fondation Jean-Jaurès